



Collège Pablo Picasso – Bron
Conseil d'administration du 6 avril 2010

MOTION

Par cette motion, les membres du conseil d'administration du collège expriment leurs inquiétudes face à la nouvelle réforme de la formation des enseignants.

En effet, dès la rentrée 2010, quelques 10 000 nouveaux enseignants seront affectés en responsabilité devant leur classe, quelques semaines après avoir réussi un concours portant essentiellement sur des connaissances disciplinaires, sans réelle formation professionnelle, en particulier pédagogique. De plus, pendant leur stages de formation, ils seront remplacés par des étudiants qui auront directement la responsabilité d'une classe.

Or, ni les uns ni les autres n'auront jamais été en situation de transmission de savoir à un élève. Ils ne seront formés ni à la pédagogie, ni à la psychologie des adolescents, ni à la conduite de classes hétérogènes... Ils vont prendre en charge des élèves jusqu'à 18 heures par semaine.

Ils devront d'emblée assurer le même service, que leurs collègues expérimentés, sans avoir appris sérieusement à préparer des séances de cours, des évaluations, à gérer un groupe d'adolescents, à réagir face aux problèmes de concentration, de motivation, aux difficultés scolaires et à gérer les relations avec les familles alors que, jusqu'à cette année scolaire, les nouveaux enseignants recevaient une formation basée sur le principe de l'alternance entre des heures (6h) de classe et des temps de formation à l'IUFM.

Depuis des années, divers rapports et recommandations, demandés par le ministère de l'Éducation nationale, mettent en avant la nécessité d'une formation professionnelle plus longue, plus développée, d'une alternance mieux pensée. Depuis des mois, la FCPE, les organisations syndicales et professionnelles et les instances des IUFM alertent le gouvernement sur les dangers de ses projets.

Enseigner est un métier qui s'apprend ! L'envoi, dans les classes, de jeunes sortis de l'université sans aucune formation professionnelle, est une décision dangereuse. Il est vain de vouloir promouvoir l'École numérique, faire acquérir à tous un socle commun de connaissances et de compétences, développer l'accompagnement des élèves, réformer le Lycée, si on ne se donne pas les moyens de qualifier les enseignants pour ces missions !

Nous demandons donc au ministre et au recteur de renoncer à ce projet et de remettre en chantier la question de la formation des enseignants et nous réaffirmons notre attachement à une formation professionnelle de qualité pour les enseignants.